
ALLOCATION

prononcée par

Son Excellence

LE PRÉSIDENT

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

A L'OCCASION

DE LA SÉANCE D'OUVERTURE

DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ÉTAT

DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE

DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NIAMEY, LE 7 AVRIL 1975

ALLOCATION

prononcée par

Son Excellence

LE PRÉSIDENT

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

A L'OCCASION

DE LA SÉANCE D'OUVERTURE

DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ÉTAT

DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE

DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NIAMEY, LE 7 AVRIL 1975

Messieurs les Présidents,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les Ambassadeurs,
Honorables Délégués,
Mesdames,
Messieurs,

En ma qualité de doyen d'âge je tiens d'abord, Monsieur le Président, à vous remercier très sincèrement, au nom de mes collègues et en mon nom personnel, de l'invitation que vous avez bien voulu nous adresser, pour assister à cette conférence des Chefs d'Etat de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest.

Nous y avons été d'autant plus sensibles, que depuis de nombreuses années, la joie ne nous avait pas été donnée de nous retrouver à Niamey, dans votre harmonieuse capitale et sur cette terre de légende et de dignité qu'est votre beau et grand pays.

La gentillesse et la délicatesse des attentions dont nous sommes par ailleurs, l'objet, depuis notre arrivée au Niger rendent cette joie plus vive et plus profonde encore et expriment beaucoup mieux que les mots, le climat de confiance chaleureuse et fraternelle que vous avez su si spontanément faire naître et nous offrir.

De cela, aussi, nous vous sommes reconnaissants, Monsieur le Président, car il ne nous est jamais indifférent, vous le savez, que se manifestent, en de telles

occasions, la solidité et la permanence des sentiments qui nous unissent, au sein de la grande famille africaine.

Nous voici donc, de nouveau, réunis, heureux de pouvoir partager quelques moments trop brefs de notre destin commun, conscients du chemin déjà parcouru par notre nouvelle communauté, conscients, également, des obstacles importants et nombreux, qui nous restent à surmonter, déterminés à ne jamais laisser aux seuls vertiges des phrases le soin de fixer les équilibres et le destin du nouvel ensemble.

*
**

En 1970 et en 1972, à Bamako, en avril 1973, en Abidjan, en 1974 à Ouagadougou, se sont successivement tenues, comme vient de le rappeler, dans sa mémorable allocution d'ouverture, notre frère, le Président Seyni Kountché, les rencontres qui devaient progressivement aboutir à la mise en place d'un ensemble communautaire capable de répondre, de façon plus décisive et plus cohérente, à l'immensité des problèmes qui nous sont posés.

Prenant conscience des insuffisances et des limites de notre union douanière et de la nécessité d'aboutir à une politique concertée de coopération économique qui sache aborder simultanément les problèmes de développement industriel et agricole, de commerce, de transport et de douanes, nous avons, lors de ces réunions, progressivement jeté les bases de ce qui devrait devenir, à terme, un véritable Marché commun des pays de la région.

Il nous semblait déjà, il y a cinq ans, que dans un monde où s'accéléraient les mouvements de concentration économique, où se multiplient les signes de désarroi

monétaire et commercial et où nos liens de dépendance restaient aussi contraignants vis-à-vis du monde extérieur, il était indispensable de nous regrouper pour contribuer à notre modeste niveau, à peser sur un ordre des choses qui nous apparaissait de plus en plus insupportable et pour favoriser un développement plus rapide et plus équilibré de nos régions.

Le plus récent des passés et le plus actuel des présents nous donnent hélas, de nouvelles et graves raisons d'inquiétudes et consacrent, un peu plus encore, s'il en était besoin, le bien-fondé de nos craintes et de nos ambitions d'alors.

Dans un monde d'inflation galopante, soumis aux effets inégalement partagés de la crise pétrolière et de l'augmentation des prix des produits de base et des biens d'équipement, l'irrationnel et l'imprévisible sont, en effet, devenus la règle.

Nous sommes, quant à nous, et ceci se marque, de façon beaucoup plus pesante pour les Etats de l'intérieur touchés de plein fouet par les conséquences cumulées des nouveaux coûts d'importation des produits pétroliers et d'une longue et dramatique sécheresse.

C'est dans ce contexte d'exception que s'est engagée et poursuivie la mise en œuvre des dispositions du traité et des protocoles qui instituent la C.E.A.O. et que nous retrouvons, aujourd'hui, pour tenter de faire passer dans les faits de nos vies nationales respectives, les premières actions et les premières procédures communautaires.

Je voudrais, à ce propos, souligner combien le travail réalisé par nos experts, nos ministres et les équipes rassemblées autour du dynamique Secrétaire général de notre Communauté m'est apparu sérieux et considérable et combien il fallait de mérite pour mettre au point, de

façon aussi satisfaisante, des dossiers aussi complexes et aussi essentiels que ceux qui nous sont soumis et je pense, ici, en particulier, à la taxe de coopération régionale et au Fonds communautaire de Développement.

Je leur exprime, à mon tour, notre très profonde et très sincère gratitude et leur renouvelle toute notre estime et toute notre confiance.

Je voudrais également dire à notre hôte, le Président Seyni Kountché, Président en exercice de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, à quel point, nous lui sommes reconnaissants de la conscience, de l'intelligence et de la conviction avec lesquelles il a su mener, dans des circonstances aussi délicates, ses actions d'impulsion et de coordination, vous avez, mon cher Président, par votre sagesse, votre habileté et votre rigueur fait beaucoup pour lui donner ses premières lettres de noblesse et pour assurer le succès de ce nouveau sommet.

Nous vous devons beaucoup ; aussi, me permettez-vous, au nom de tous les amis qui vous entourent, ce matin, et en mon nom personnel, de vous dire très simplement mais de tout cœur : merci.

*
**

Je disais, il y a deux ans, en Abidjan, que la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest n'était plus un rêve et qu'elle était devenue une réalité tangible. Notre rencontre d'aujourd'hui en témoigne avec force. De même, démontre-t-elle que l'essentiel est finalement que la confiance entre nos peuples ne se soit jamais perdue et que les hommes de bonne volonté finissent toujours, quels que soient leurs problèmes et leurs visions du monde, par se reconnaître, par se com-

prendre et par œuvrer ensemble pour de grands destins communs.

Il nous reste, certes, beaucoup à imaginer, à vaincre et à réaliser avant de cueillir les premiers fruits de nos anciens et longs efforts.

Nous savons bien, en particulier, que notre communauté vaudra d'abord par notre sérieux, notre réalisme, notre imagination et notre aptitude à traduire les déclarations d'intention, les résolutions et les textes, dans des structures et dans des actions de solidarité effective et durable.

Elle sera à la mesure des qualités et des motivations des hommes chargés de la mettre en place, de la gérer et de l'animer ; elle sera à l'image de la crédibilité de nos volontés politiques et de l'ampleur des visions communes et de la réalité des engagements qui les prolongeront ; elle sera, surtout, ce que les résultats qu'en attendent les plus défavorisés d'entre nous, seront.

Ne nous payons pas, en effet, de mots, aussi grisants soient-ils, lorsqu'il s'agit d'améliorer la condition d'hommes, de femmes et d'enfants, qui ont, dans leur grande majorité, de sérieuses raisons d'insatisfaction et pour lesquels la malnutrition, la faim parfois, la misère et l'analphabétisme, restent les très cruelles contraintes d'un monde quotidien.

Ne perdons jamais de vue que les ensembles régionaux au sein desquels nous œuvrons n'ont de raison d'être et de justification profonde qu'autant qu'ils savent ou sauront répondre aux appels de tous ceux qui, aujourd'hui, encore ont perdu l'espoir de ce monde de bien-être, de dignité et de justice sociale dont il leur est si souvent parlé !

N'oublions pas que l'Histoire que nous contribuons à faire ne nous pardonnera pas nos inerties, nos faux-semblants, nos préventions et nos égoïsmes !

Sachons mériter notre temps et les réponses que nos peuples attendent de nous !

Sachons faire de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest la réalité fraternelle et vivante dont nos peuples ont besoin et l'occasion exceptionnelle d'une prise de conscience profonde de la nécessité des destins solidaires et des constructions amples et vigoureuses que commande l'unité de l'Afrique et qu'appellent nos communes espérances !

Vive la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest !

Vive la fraternité et l'amitié des peuples d'Afrique !

Vive la République du Niger !

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

COMMUNIQUÉ FINAL

La première Conférence des Chefs d'Etat de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest s'est réunie à Niamey les 7 et 8 avril 1975, sous la présidence de Son Excellence le Lieutenant-Colonel Seyni Kountché, Président du Conseil Militaire Suprême, Chef d'Etat de la République du Niger.

Ont participé à cette Conférence les Chefs d'Etat :

- de la République de Côte d'Ivoire,
- de la République de Haute-Volta,
- de la République du Mali,
- de la République islamique de Mauritanie,
- de la République du Sénégal.

Assistaient en outre à la Conférence, en qualité d'observateurs, les représentants de la République du Dahomey et de la République du Togo.

Au cours des travaux de la Conférence, les Chefs d'Etat, conscients du chemin parcouru par la C.E.A.O., ont réaffirmé leur foi en son avenir, leur détermination à en faire un instrument efficace de développement équilibré de la sous-région, la solidarité et de bonheur partagé.

Aussi, la Conférence a arrêté des mesures dont la mise en œuvre placera l'Organisation dans sa phase opérationnelle.

C'est ainsi qu'elle a décidé de la date d'application de la Taxe de Coopération régionale et fixé le montant du Fonds communautaire de Développement pour l'année 1975.

Le fonctionnement de ces deux institutions doit favoriser le développement des échanges intracommun-

nautaires, tout en permettant de financer les actions de développement que nos populations attendent de la Communauté.

Les Chefs d'Etat ont rendu hommage à Son Excellence le Lieutenant-Colonel Seyni Kountché, Président du Conseil Militaire Suprême, Chef d'Etat de la République du Niger pour la conscience et la conviction avec lesquelles il a su, en sa qualité de Président en exercice, conduire l'Organisation pendant la difficile phase de démarrage.

Pour l'exercice 1975 le Budget du secrétariat général a également été arrêté.

La Conférence a décidé de confier la Présidence en exercice de la Communauté à Son Excellence Léopold Sedar Senghor, Président de la République du Sénégal.

Les Chefs d'Etat proclament solennellement leur volonté de réaliser avec tous les Chefs d'Etat de la région une vaste communauté de l'Afrique de l'Ouest fondée sur une solidarité affective entre les peuples et un développement harmonisé et partagé.

La Conférence regrette qu'à l'occasion du différend frontalier maliano-voltaïque, en voie de solution maintenant, des fonctionnaires maliens en service à Ouagadougou aient été interpellés.

La Conférence attire l'attention du Président en exercice, du Président de la République de Haute-Volta et du Secrétaire général de la C.E.A.O. sur l'impérieuse nécessité de faire respecter les immunités diplomatiques qui protègent les fonctionnaires de la C.E.A.O.

Les Chefs d'Etat de la République de Côte d'Ivoire, de la République de Haute-Volta, de la République du Mali, de la République islamique de Mauritanie et de

la République du Sénégal, remercient vivement Son Excellence le Lieutenant-Colonel Seyni Kountché, Président du Conseil Militaire Suprême, Chef de l'Etat du Niger, le Conseil Militaire Suprême, le Gouvernement et le Peuple du Niger, pour l'accueil chaleureux et authentiquement africain qui leur a été réservé à Niamey.

Fait à Niamey, le 8 avril 1975.

Service de Presse. — Présidence de la République. — 1.000 ex.
